



Guadeloupe: comprendre le vote

Deux chiffres interpellent depuis quelques années, en Guadeloupe : le vote pour le Front – puis Rassemblement – national, en forte hausse, et le taux de participation, en baisse. Témoin, la dernière séquence électorale. Comment interpréter ces résultats ?

Patrice GANOT, président de la fédération LDH de Guadeloupe*

En Guadeloupe, le vote pour l'extrême droite progresse, quand la participation régresse (voir encadré p. 52). Au 2nd tour de la dernière élection présidentielle, Marine Le Pen a frôlé les 70 %. Il faut y voir un rejet manifeste de la politique du gouvernement, mais également une motion de défiance à l'égard de nos élus et élus. L'attitude du ministre des Outre-mer lors de son passage chez nous, alors que la Guadeloupe était en grave crise, et le positionnement des élus en général n'ont rien arrangé.

La mobilisation contre l'obligation vaccinale est beaucoup plus importante ici qu'en France et ne faiblit pas. Les différentes contraintes liées à l'épidémie sont mal perçues. Le nombre important de personnes suspendues (sans revenus ni indemnités) dans le domaine de la santé (et assimilé) est vécu comme une immense injustice. Cela est venu s'ajouter à tous les problèmes qui ne trouvent aucune solution, avec l'état de l'hôpital, la vie chère, le chlordécone, les sargasses, le sujet de l'eau, etc. On a ici les causes de la colère et l'explication du vote lors de la dernière élection présidentielle, singulièrement celui du 2nd tour. Rappelons le positionnement habile de M. Le Pen, qui a profité du débat face à Emmanuel Macron pour déclarer que si elle était élue, elle rétablirait tous les agents suspendus, avec une rétroactivité pour les salaires !

Difficile d'affirmer que les choix politiques des Guadeloupéens par rapport à ceux, globaux, de la France, entrent en ligne de compte, mais nous ne pouvons manquer de faire remarquer qu'au 2nd tour de la présidentielle de 2007, la Guadeloupe avait préféré Ségolène Royal à Nicolas Sarkozy. Et si nous revenons à celle de 2002, notre ticket du 2nd tour, c'était Christiane Taubira (37,22 %) (Jacques Chirac 29,9 %, Lionel Jospin 23,12 % et Jean-Marie Le Pen 2,94 %).

L'abstention et le facteur géographique

S'agissant de l'abstention, un des arguments souvent présenté pour l'expliquer est le degré d'éloignement institutionnel et géographique.

Examinons cette hypothèse en commençant par le référendum relatif au traité européen de Maastricht. En 1992, il n'a recueilli que 16,66 % de participation (dont 14,62 % de votes blancs ou nuls). Celui de 2005, visant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe, recueillait, lui, 22,21 % de votants (dont 10,43 % de votes blancs ou nuls). Une amélioration de la participation qui est due, ici comme en France, à une grande mobilisation.

Le 7 décembre 2003, un autre référendum nous a concernés directement. Sa question : « Approuvez-vous le projet de création en Guadeloupe d'une collectivité territoriale demeurant régie par l'article 73 de la Constitution, et donc par le principe de l'identité législative avec possibilité d'adaptations, et se substituant au département et à la région dans les conditions prévues par cet article ? » Cela se traduisait concrètement par le projet d'une assemblée unique remplaçant les deux conseils, régional et général. Le PS s'est prononcé pour le « non », arguant que le référendum n'avait pas d'autre fin que celle de pousser la Guadeloupe vers l'indépendance. Le « non » l'a finalement emporté avec presque 73 % des suffrages⁽¹⁾, pour une participation de 50,34 %. Les élections au conseil régional qui ont suivi, en mars 2004, ont permis au PS de transformer l'essai (il convient d'indiquer que le PS, dans sa campagne du « non », avait très habilement instrumentalisé la « déclaration de Basse-Terre », initiée par Lucette Michaux-Chevry, alors présidente du conseil régional, et cosignée par ses homologues, Antoine Karam de Guyane et Alfred

* Cet article procède d'une réflexion personnelle de l'auteur, et ne saurait être considéré comme engageant la section, ni la fédération de Guadeloupe.

(1) En Guadeloupe 72,98 % de « non », et en Martinique 50,48 %. Les deux îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, avec respectivement 95,51 % et 76,17 % de « oui », ont choisi de devenir des collectivités d'outre-mer à part entière.

(2) Maxette Pirbakas, habilement placée en position éligible sur la liste présentée par le RN, deviendra députée.

(3) Certains commentaires ont rappelé l'éruption de 1902 à la Martinique, où des élections devaient se tenir. Compte tenu des enjeux politiques, les autorités n'ont pas estimé devoir prendre les menaces de la Montagne Pelée au sérieux. Destruction de Saint-Pierre : trente-mille morts. Heureusement que le virus n'était pas encore trop présent en Guadeloupe lors des élections municipales en 2020...

(4) *La France périphérique*, Flammarion, sept. 2014.

(5) Ceux dont les collectivités majeures ont la responsabilité.

(6) Il a été signalé que les plus fortes manifestations, rapportées à la population de la France, auraient compté entre quatre et demi à cinq-millions de personnes.

(7) Du moins jusqu'à ce que la violence se substitue à la puissance du mouvement et qu'un syndicaliste soit assassiné. L'accord finalement signé portera son nom : Jacques Bino.



Marie-Jeanne de Martinique, le 1^{er} décembre 1999, déclaration jugée clairement indépendantiste). Victorin Lurel sort vainqueur, contre Lucette Michaux-Chevry. Il recueille 58,37 % des suffrages au 2nd tour, avec une participation de 62,12 %.

Logique de l'éloignement et de l'incompréhension du fonctionnement des institutions et du rôle des députés, les élections européennes ne font guère recette. En termes de participation, en 2004 : 15,49 % ; 2009 : 14,61 % ; 2014 : 9,26 % ; 2019 : 14,35 %⁽²⁾. Les municipales, elles, attirent beaucoup plus de citoyennes et citoyens (meilleure compréhension des enjeux, proximité avec les candidats...) : 2008 : 70,03 % ; 2014 : 69,98 % ; 2020 : 56,52 %. Rappelons que cette dernière participation, nettement en baisse par rapport aux deux précédentes, est relative aux élections qui se sont tenues alors que la pandémie du Covid-19 avait commencé à inquiéter la planète⁽³⁾.

Les analyses des résultats au niveau national (vote Le Pen, abstention) conduisent nombre de commentateurs (après Christophe Guilluy) à parler de « *France périphérique* »⁽⁴⁾. Serions-nous, en Guadeloupe, dans l'ultrapériphérique ?

Tactiques politiciennes et défiance

Revenons au référendum de 2003. À l'époque, la région était présidée par Lucette Michaux-Chevry, désormais classée à droite ; c'est Dominique Larifla, classé à gauche, qui présidait le conseil général. Il nous est arrivé d'avoir des discussions avec des personnes réticentes au changement proposé. Après avoir demandé à notre interlocuteur s'il pensait que la Guadeloupe pouvait rester dans le statut actuel de totale dépendance, et s'il ne valait pas mieux se donner les moyens de notre changement plutôt qu'il nous soit imposé, nous avons souvent eu ce type de réponse : « D'accord, mais pas avec ces gens-là ». Autrement dit, « nos élus ». L'impression que la Guadeloupe est incapable de générer une élite politique en qui la population peut mettre sa confiance sur les « grands dossiers »⁽⁵⁾ est de plus en plus répandue. D'autant

L'augmentation du prix des carburants avait déclenché en Guadeloupe fin 2008 une grève générale avec des manifestations très suivies (ici le 30 janvier 2009), soutenues par un collectif d'organisations diverses dit LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon-Ensemble contre les profiteurs). L'espoir qu'il entraîne une évolution politique s'est cependant effondré, à l'occasion des élections régionales de 2010.

que lorsqu'il y a changement, celles et ceux qui suivent paraissent « enfiler les pantoufles » de leurs prédécesseurs.

En outre, la population assiste, de plus en plus désabusée, à de fréquentes manœuvres politiciennes qui ont plus à voir avec la lutte des places qu'à celle des classes.

Arrive, à la fin de l'année 2008, un déclencheur de protestation, l'augmentation du prix des carburants. Un mouvement de grève générale initié par l'ensemble des syndicats de salariés y trouve un beau noyau de cristallisation. Des manifestations très suivies se déroulent dans Pointe-à-Pitre (la sous-préfecture), le 16 décembre, et à Basse-Terre (la préfecture), le 17. Sans succès. La décision est prise de profiter de la période de fin d'année pour intensifier la mobilisation et enclencher un mouvement d'importance, à compter du 20 janvier 2009. Ce sera le mouvement dit du LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon). Jamais la Guadeloupe n'aura connu pareille mobilisation⁽⁶⁾. Jamais son peuple ne se sera autant senti pousser des ailes⁽⁷⁾. Pour quel résultat (hors les fameux deux-cents euros d'augmentation du smic) ? Nicolas Sarkozy lance les Etats généraux. Une grande consultation... pour noyer le poisson (Emmanuel Macron appliquera cette méthode au « traitement » de la crise des « gilets jaunes » ; dix ans plus tard un même déclencheur, le prix des carburants. Que sont devenus les cahiers de doléances ?)



Par ailleurs, l'espoir que cet objet pluriel nouveau qu'est le collectif LKP initie une évolution politique de la Guadeloupe s'effondre, à l'occasion des élections régionales de 2010. Les leaders des différentes formations politiques (et syndicales) qui l'ont constitué ne s'entendent pas sur la stratégie (aller ou ne pas aller aux élections) et se présentent (ceux qui décident d'y aller) en ordre dispersé. C'est la déception. La liste conduite par Victorin Lurel (PS) obtient 56,81 % des suffrages exprimés (neuf listes, pour ce scrutin...). La participation est de presque 50 % (49,82 %).

Percée notoire du Rassemblement national

Dernière séquence politique, celle que nous venons de vivre : la présidentielle, et les législatives.

M. Le Pen recueille en Guadeloupe 92 106 voix. Elle en avait obtenu 24 204, au 1^{er} tour. On ne peut véritablement pas parler de vote « d'adhésion », de la part de ces soixante-huit-mille électeurs supplémentaires, mais probablement de colère, exprimée dans un « vote anti-Macron ».

Il convient de regarder l'évolution du vote en faveur de M. Le Pen, depuis sa première apparition : 7 486 voix en 2012 ; 15 159 au 1^{er} tour, puis 33 310 au 2nd en 2017. Elle « retombe » à 24 204 voix, au 1^{er} tour de la dernière présidentielle. Les votes du 1^{er} tour sont des votes d'adhésion, et ceux en faveur du RN ne cessent de progresser. Les raisons sont sans doute les mêmes qu'en France⁽⁸⁾. Ici, la xénophobie a pour cible principale les Haïtiens. Ce n'est pas nouveau. Rappelons que la LDH, qui sommeillait en Guadeloupe, a été réveillée par une partie des personnes qui avaient dû se regrouper dans le Collectif contre la xénophobie et pour le respect des droits des étrangers, en 2006.

Quid, enfin, des législatives ? Au 1^{er} tour, les candidats estampillés RN (ou proches) totalisent 8 833 voix. Le délégué du parti, Rody

« En Guadeloupe, le vote pour l'extrême droite progresse, quand la participation régresse.

Au second tour de la dernière élection présidentielle, Marine Le Pen a frôlé les 70 %.

Il faut y voir à la fois un rejet de la politique du gouvernement et une motion de défiance à l'égard de nos élues et élus. »

Tolassy, recueille, dans la troisième circonscription, 4 164 voix, ce qui lui permet d'arriver en tête du premier scrutin. Au 2nd tour, il engrange 11 393 voix. Certes son challenger, Max Mathiasin, est élu avec 12 402 voix (52,12 %), mais Rody Tolassy peut se vanter de son score, alors que les maires des sept communes de la circonscription, les présidents des deux assemblées, ainsi que des motions émanant de la « société civile » avaient appelé à voter pour son challenger, par ailleurs député sortant, et qu'il est même passé en tête dans trois communes dont, bien sûr, la sienne, Sainte-Rose.

Cependant nous devons constater une chute du taux de participation aux législatives, par rapport à la présidentielle : 25,31 % au 1^{er} tour, 28,23 % au 2nd (30,27 % dans la 3^e circonscription).

Processus électoral, démocratie et citoyenneté

Les chiffres de la participation montrent que l'électorat, celui qui continue de se rendre aux urnes, considère que l'élection du président de la République est plus importante que celle des députés (succès certain de la V^e République). Cependant il semble, au vu des résultats du 2nd tour des élections législatives, que cette perception, au niveau national (hors cas de la Guadeloupe), est en pleine évolution. Les électeurs se déplacent quand ils ont le sentiment que le résultat du scrutin sera susceptible de participer à l'amélioration de leurs conditions de vie⁽⁹⁾.

Finalement, notre sujet était la démocratie. Ce terme parle du *gouverner* ; les modalités du *gouverner* se définissent à l'issue d'élections.

La citoyenneté est autre chose. Et, de fait, alors que nous assistons à une désaffection à l'égard des élections, la citoyenneté trouve son expression, au plus près, dans des associations ; lesquelles initient des actions militantes, de formation et d'expression de la solidarité. Ainsi, chez nous, les groupes a priori carnavalesques sont en fait, et ils le revendiquent, des mouvements culturels.

Nous vivons une période de profonde mutation. La démocratie doit être refondée, à partir d'une citoyenneté de nouveau (ou davantage) politisée, en prenant appui sur le tissu associatif. Elle devra toucher nos institutions, en passant par le fonctionnement des partis politiques, mais également celui des syndicats. ●

Présidentielle : d'une élection à l'autre en Guadeloupe

2007. Taux de participation : 59,14 % au 1^{er} tour et 65,48 % au 2nd tour. J.-M. Le Pen n'obtient que 3,18 % des suffrages.

2012. Participation : 52,51 % au 1^{er} tour et 62,15 % au 2nd tour. M. Le Pen obtient 5,16 % des suffrages au 1^{er} tour, avec 7 486 voix. F. Hollande est élu dès le 1^{er} tour, avec 57 % des suffrages exprimés.

2017. Participation : 40,04 % au 1^{er} tour et 49,23 % au 2nd. M. Le Pen obtient 13,51 % des suffrages au 1^{er} tour, avec 15 159 voix et, comme le reste de la France l'a positionnée pour le 2nd, elle recueille 24,87 %, avec 33 310 voix ! Notons la deuxième position de J.-L. Mélenchon au 1^{er} tour, avec 24,13 % des suffrages (27 081 voix).

2022. Participation : 47,18 % au 1^{er} tour. M. Le Pen obtient 17,92 %. Avec 13,43 %, E. Macron arrive troisième. J.-L. Mélenchon est élu avec 56,16 % des voix.

Au 2nd tour, le taux de participation baisse : 44,75 %.

Le tour d'un « non-choix » pour certains.

M. Le Pen obtient 69,6 % ; Emmanuel Macron 30,4 %.

P. G.

(8) Lire le *Retour à Reims*, de Didier Eribon (2009, rééd. Flammarion 2018) ; Fabien Roussel s'est aussi exprimé sur ce sujet.

(9) C'est notamment le fond du discours que tient Rody Tolassy : quand des élus sont à ce point incapables d'assumer leurs responsabilités, que la population souffre, il faut que l'Etat reprenne la main. Etant entendu qu'à sa tête il faut placer quelqu'un (ou quelqu'une) qui voudra et saura faire ce qu'il faut, et s'en donnera les moyens.